



HAL
open science

Expert culture et patrimoine auprès du bureau de l'UNESCO

2022/PECEPU/8154

David Sarmiento Castillo

► To cite this version:

David Sarmiento Castillo. Expert culture et patrimoine auprès du bureau de l'UNESCO 2022/PECEPU/8154. Expertise France; UNESCO - Pakistan. 2022. ⟨hal-04141822⟩

HAL Id: hal-04141822

<https://hal.science/hal-04141822v1>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

David SARMIENTO-CASTILLO

Expert culture et patrimoine auprès du bureau de
l'UNESCO
2022/PECEPU/8154

CONTEXTE HISTORIQUE DE MON EXPERTISE « PAKISTAN »

L'expertise française en archéologie et patrimoine s'est illustrée au Pakistan depuis plus d'un demi-siècle. C'est à l'initiative du premier Directeur Général des Antiquités au Gouvernement du Pakistan, le Français Raoul Courriel, qu'une mission archéologique française (Mission Archéologique de l'Indus) sous l'égide du Ministère des Affaires étrangères, a débuté ses activités au Pakistan en 1958. Depuis, la coopération archéologique n'a jamais été interrompue et a toujours constitué un pont privilégié entre les deux États. Des spécialistes français, souvent issus de la même équipe, sont à l'origine de découvertes majeures pour le patrimoine pakistanais, dont un site inscrit dans la Liste Tentative du Patrimoine Mondial. L'expertise française s'est également illustrée dans la mise en œuvre de la seule et plus grande exposition internationale sur la Préhistoire du Pakistan - *Les cités oubliées de l'Indus* - réalisée dans le cadre d'un partenariat avec l'UNESCO et les allemands du RWTH en 1988.

Cet opérateur historique a évolué dès 2012, devenant la MAFBI (Mission Archéologique Française du Bassin de l'Indus) pour renforcer le volet des partenariats locaux en accord avec les nouvelles priorités du Ministère des Affaires étrangères (*L'archéologie française à l'étranger. Rapport du 26 Juin 2012 du MEAE*) et également pour s'adapter aux évolutions de la politique patrimoniale pakistanaise qui opérait un transfert de compétences vers les gouvernements provinciaux (18th Amendment, 2008). Les résultats de cette « dévolution » sont variables d'une province à l'autre. La MAFBI (équipe à laquelle j'appartiens depuis 2012 et dont j'assume la direction adjointe depuis 2015) a su s'adapter et est aujourd'hui, avec la Mission archéologique italienne au Swat, la seule à fonctionner avec l'autorisation du gouvernement fédéral et celle de la province concernée – la coopération internationale étant une prérogative de la composante fédérale.

En 2013, nous avons ainsi signé le premier accord d'entente (MoU) avec une université pakistanaise : l'Université Quaid-e-Azam et le CNRS, représenté par la MAFBI. Cet accord offrait aux jeunes étudiants pakistanais la possibilité de participer et de se former sur notre chantier-école, situé sur le site de Chanhu-daro au Sindh. Ce dispositif a été renforcé par un système de bourses de court-séjour financées par l'ambassade de France à Islamabad, auquel se sont ajoutés des partenariats Hubert-Curien (Programme Peridot) et des actions de formation et de transfert de compétences en France et au Pakistan. Ces initiatives ont permis non seulement la pérennisation de nos activités, mais elles nous ont aussi permis d'accéder à de nouvelles zones thématiques ou géographiques sur le territoire pakistanais qui restent à ce jour **fermées aux spécialistes d'autres nations**.

En assumant la direction adjointe de la MAFBI depuis 2015, j'ai été personnellement à l'œuvre dans plusieurs de ces actions de coopération. En **France**, ces activités ont été déployées avec l'appui de l'UMR 7041 ArScAn (CNRS/Universités Paris 1/ Paris-Nanterre/ Ministère de la Culture), le MNHN et son réseau, l'EPHE, etc. Au **Pakistan**, nos actions de formation et de valorisation ainsi que nos conférences se sont succédé au Sindh, à Lahore, à Karachi, à Islamabad et au Gilgit-Baltistan. Au Balochistan, l'accompagnement dans la recherche de nos collègues pakistanais s'est **poursuivi à**

distance, mais plusieurs jeunes professionnels de cette province ont pu participer à nos activités au Sindh.

Cette expérience pakistanaise m'a permis d'élargir mon périmètre d'activité aux missions de formation et d'expertise dans le Khyber Pakhtunkhwa et au Gilgit Baltistan dès 2018. J'ai impulsé en même temps une dynamique de **transfert de compétences** auprès d'étudiants qui ont été depuis recrutés au Pakistan dans des départements provinciaux de la Culture ou dans des Universités et qui sont aujourd'hui des **interlocuteurs-clés** dans notre coopération. Ces actions, qui suivent les recommandations du MEAE (cf. *Cartographie stratégique des Missions Archéologiques Françaises à l'étranger. État des lieux et propositions opérationnelles, DGM, MEAE, 2019*), nous ont permis de poursuivre nos activités pendant la pandémie avec une mission de terrain à l'aube du confinement et les résultats suivants :

- Signature d'un accord de coopération en sciences environnementales avec la SBBUVAS (École Vétérinaire, Sindh) en février 2020
- Signature d'un accord en humanités numériques avec la LUMS (en distanciel) en juillet 2020
- Signature d'un accord avec l'Université du Balochistan en juin 2021 (en distanciel et avec l'Ambassade de France à Islamabad)
- Redéploiement sur le terrain dès la réouverture en janvier 2022 avec des missions de terrain/expertise au Sindh (janvier-mars, puis mai).
- Mission d'expertise à Islamabad, Khyber-Pakhtunkhwa et Gilgit-Baltistan en mai-juin-2022.

Durant mes séjours sur le terrain, j'ai été témoin des aléas climatiques dans le Bassin de l'Indus et mon équipe avait prévu les inondations qui se sont succédé à l'été 2022 sans pour autant imaginer l'étendue des dégâts.

Au cours de ces séjours étalés sur une décennie, j'ai pu construire des **liens de longue durée** avec des acteurs de la culture et du patrimoine pakistanaï. La **transparence** de notre travail nous permet aujourd'hui de **bénéficier du soutien** des ambassades des deux pays et du gouvernement fédéral pour l'obtention des autorisations nécessaires à mon travail. Les liens tissés au niveau provincial avec les communautés, les jeunes professionnels et les autorités provinciales nous permettent de jouir d'un **cadre sécuritaire** pour exercer nos activités sans trop de contraintes, et cela dans des zones traditionnellement fermées à d'autres acteurs. L'archéologie française constitue ainsi **la clé** vers d'autres initiatives de **coopération**, de développement et d'échange entre les deux pays. La MAFBI est honorée d'avoir constitué une **image de marque** et d'excellence française en tant que vecteur privilégié de la coopération franco-pakistanaïse.

C'est dans ce cadre que je me suis formé et que j'exerce, en France, en Asie centrale et surtout au Pakistan. C'est à travers ce réseau de contacts établis que je suis **invité régulièrement à me rendre sur le terrain** pour y apporter mon expertise. Ainsi, je souhaite mettre au service du bureau de l'UNESCO à Islamabad l'ensemble de mes compétences et de mes réseaux en France et au Pakistan, pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'UNESCO, du Gouvernement du Pakistan et de nos dispositifs de coopération française en lien avec l'Ambassade de France à Islamabad.

CULTURE ET PATRIMOINE AU PAKISTAN

À travers mes compétences, je suis en mesure d'apporter une **assistance technique** au Gouvernement Pakistanais. Dans un contexte post-catastrophe, l'accent doit être mis sur la **gestion** du patrimoine. Il est en effet nécessaire d'établir un bilan et de dresser une stratégie d'urgence afin de réduire au maximum les risques avant l'été 2023.

La **cartographie** est l'élément-clé de tout plan de **gestion territoriale**. Les initiatives au Pakistan sont déséquilibrées. Chaque département dispose de sa propre carte, mais les données ne sont pas indexées dans leur ensemble et ne sont pas non plus **interopérables**. Les initiatives officielles regroupent, pour la plupart, les sites inscrits dans l'*Antiquities Act* provincial. D'autres répertoires sont peu précis ou n'ont pas été vérifiés sur le terrain.

Au **niveau national**, le gouvernement de l'ancien premier Ministre, Imran Khan, avait lancé une liste de 1000 sites archéologiques représentatifs du Pakistan, sans concertation sur les critères de sélection ou sans prendre en compte les recommandations des standards internationaux sur la documentation (dans le cadre de ICOMOS ou CIDOC, par exemple). Ce travail effectué par le Department of Archaeology and Museums (DOAM, Islamabad) est néanmoins la seule source d'information (accessible?) sur l'état de certains sites avant les inondations de l'été 2022. En septembre 2022, ICOMOS Pakistan est en train d'effectuer le bilan sur l'état post-catastrophe du patrimoine pakistanais. Mais le réseau ICOMOS reste majoritairement privé et il est difficile, voire impossible, de faire remonter les informations depuis les gouvernements provinciaux qui ne comptent pas avec le capital humain nécessaire pour se déployer sur le terrain.

Si le Sindh pouvait compter sur le soutien de l'ICCROM (qui était sur place pour initier un programme pilote sur l'ensemble de la nécropole de Makli, un site du Patrimoine Mondial depuis 1981), la difficulté principale resterait le transfert de compétences aux administrations locales.

Le Sindh est la province la plus affectée par les récentes inondations et la gestion de son patrimoine archéologique est liée aux politiques agricoles et de gestion de l'eau. Les dégâts sur le site emblématique de **Mohenjo-daro** témoignent à la fois de la dureté de la catastrophe et de la difficulté de déployer des **actions de première urgence** en lien avec le patrimoine. L'essentiel des investissements locaux sur le patrimoine se sont concentrés sur le **renouveau**, plus que sur la restauration des monuments incarnant une certaine fierté historique et une revendication identitaire de la région. La ville de Karachi a pu se développer sous bannière semi-privée dans certains secteurs, mais les politiques publiques privilégiant la croissance urbaine vers l'extérieur ont laissé l'état des bâtiments historiques, souvent liés au passé colonial, se dégrader. Ce phénomène est devenu très difficile à gérer car la gestion du parc immobilier cache des conflits d'intérêt financier. La ville pourrait tirer l'exemple des projets menés à Lahore et à Peshawar.

Le Balochistan, territoire clé de la coopération française en archéologie, commence à développer une politique de gestion de son patrimoine. Sur **conseil** de la MAFBI, le Secrétariat à la Culture avait créé **30 postes** à profil d'ingénieur au sein du Département de l'archéologie. Un accord de coopération avec le CNRS, en attente de signature, doit encadrer un **transfert de compétences** opéré par notre réseau de spécialistes. Cependant, les réticences de nos tutelles à nous permettre de nous rendre sur place ont fait qu'un contrat de plus de 300 millions de roupies destiné à la valorisation des sites

fouillés par l'équipe française, se retrouve dans les mains d'un opérateur privé qui ne dispose pas des éléments nécessaires pour réaliser la tâche. Ainsi, l'un des sites majeurs pour la préhistoire de l'Asie du Sud, Mehrgarh (inscrit sur la liste indicative du Patrimoine Mondial), où nos équipes ont travaillé jusqu'en 2000, a été en grande partie **englouti et détruit** par les dernières inondations.

Au Pendjab, la situation n'est guère meilleure qu'au Sindh dans la campagne inondée. L'essentiel de la politique patrimoniale est concentré sur la ville de Lahore avec des résultats exceptionnels rendus possibles par un crédit AFD et un excellent opérateur privé, le AKTC qui a, cependant, limité le transfert de compétences vers les acteurs publics afin de préserver son modèle économique.

Le Khyber-Pakhtunkhwa est, dans l'ensemble, la province qui gère le mieux son patrimoine. Le DOAM provincial a su tirer profit du patrimoine des arts du Gandhara, particulièrement illustré par le complexes de Taxila et Takht-i-bahi (Patrimoine Mondial depuis 1980). La province a su attirer des apports financiers de pays concernés par le bouddhisme, comme le Japon, la Corée et la Malaisie. Là où le patrimoine se mêle à la stratégie de diplomatie d'influence de la Chine, le Khyber-Pakhtunkhwa a su en profiter pour opérer aussi une **régénération urbaine** du centre historique de Peshawar. Sur la zone rurale, il a su profiter de la technification et de la **professionnalisation** des ouvriers formés par la Mission Italienne au Swat. Les questions de propriété des terres ou l'absence d'une politique de professionnalisation rendent cette tâche difficile dans d'autres provinces.

Les territoires du **Kashmir** pakistanais et du **Gilgit-Baltistan** sont le parangon des territoires complexes. Ces territoires disposent d'un statut particulier vis-à-vis du gouvernement fédéral. Dans les deux cas, il n'existe pas une section gouvernementale dédiée à l'archéologie. Le secteur culturel est subordonné au Département du Tourisme. De par leur complexité, ces régions sont restées inaccessibles aux archéologues étrangers depuis des décennies. Bien que le patrimoine, notamment dans la vallée de Hunza, serve depuis longtemps comme vecteur de développement à forte composante touristique, principalement lancé par des initiatives privées et via l'AKTC, ce dernier a commencé une carte sur le patrimoine archéologique de la région. Une compilation similaire a été utilisée récemment dans un plan de signalisation touristique qui a dévoilé au grand public la localisation de sites jusque-là préservés, ouvrant la voie au **pillage** de certains monuments.

LES APPORTS D'UNE EXPERTISE FRANÇAISE AU SEIN DE L'UNESCO PAKISTAN

Axe 1: Assistance technique au Gouvernement Pakistanais en matière de gestion et de réduction des risques

La première étape consiste à définir le **flux de travail** entre les divers acteurs du Gouvernement Fédéral et ceux des entités provinciales. Toutes les provinces ne possèdent pas une réglementation en matière de patrimoine ; dans ce cas, elles suivent alors la réglementation fédérale datant de 1975. Cependant, le DOAM à Islamabad, qui garde la prérogative dans le cadre de la coopération internationale, change souvent de tutelle ministérielle. Nos interlocuteurs actuels, proches de la retraite, ne disposent pas d'une vision claire sur l'avenir de leur portfolio.

Une vision claire sur les **procédés** à respecter et les **interlocuteurs** associés est nécessaire, car il faut établir des canaux de communication entre les différents acteurs de la Culture et du Patrimoine, mais aussi entre les autorités de gestion du **développement** (WAPDA, GBDMA, etc...) et celles gérant la **sécurité** intérieure.

Il est important d'introduire la notion d'« impact archéologique » au même titre que celle d'« impact environnemental », ce qui a du sens à la fois dans une politique d'aménagement territorial durable et dans la Convention UNESCO de 1972.

À titre d'exemple, la construction des barrages de Basha et Diamer a placé la gestion du patrimoine archéologique affecté sous responsabilité directe de la Water and Power Development Authority –(WAPDA) sans suivi archéologique clair, malgré les appels de la communauté internationale pour sauver les plus de 3500 sites d'art rupestre qui vont se retrouver submergés ou qui ont déjà été touchés par le développement des infrastructures associées. Plusieurs initiatives de préservation locales et/ou internationales se déroulent sans coordination. Nous y avons contribué en 2018 et 2019. La problématique est similaire pour le renouveau de la Karakorum Highway dans le cadre du China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) ou de la construction du gazoduc TAPI (Tadjikistan, Afghanistan, Pakistan, Iran].

Axe 2 : Conseiller le directeur pays de l'UNESCO Islamabad

Le bureau local est en mesure de se positionner comme plaque tournante d'une expertise locale, existante mais peu connue, exclusive ou non professionnalisée. Avec l'initiative de l'UNESCO, il faut faire le bilan du capital humain et des moyens techniques disponibles. L'utilisation de **ressources locales** doit permettre une **optimisation du budget** et l'expertise internationale doit être orientée sur un **transfert de compétence**.

Dans un contexte de catastrophe, il faut donner des éléments de réponse immédiate, mais il faut aussi lancer les initiatives visant à pérenniser les investissements, en les intégrant dans la politique de gestion quotidienne des organisations locales.

Les politiques de formation (coopération en éducation ou enseignement supérieur) ont tendance à oublier les effectifs en poste à l'intérieur des départements. Il est nécessaire de :

- Implémenter des formations à destination des agents publics (fonctionnaires) en priorisant les jeunes professionnels. Un renfort des capacités peut être réalisé sur place, à l'étranger ou dans des **points relais**.
- **Professionnaliser** la main d'œuvre courante et une partie importante de l'artisanat, dont le savoir-faire est nécessaire pour la mise en œuvre d'actions ciblées, mais dont la connaissance n'est pas valorisée car non encadrée lors de la formation. Dans la plupart des cas, des ouvriers qualifiés restent le monopole de prestataires privés.
- Définir des politiques de préservation du **savoir-faire traditionnel comme partie du patrimoine immatériel**. Sa préservation et professionnalisation est nécessaire car elle est associée à un ensemble d'infrastructures (architecture antisismique, irrigation...) et applications considérées comme résilientes pour l'environnement et/ou plus écologiques dans une région qui doit se reconstruire de façon alternative.
- Accompagner l'évolution des musées pakistanais. Alors que l'ICOM a adopté une nouvelle définition du musée en août 2022, mettant l'accent sur le rôle de ces

institutions comme acteurs de la diversité et de l'inclusion, on constate, dans le cadre public, un renfermement sur soi de certains musées pakistanais.

- Accompagner les musées dans la modernisation de leurs installations et dans la mise aux normes de leurs réserves ou zones d'stockage
- Lancer et accompagner la constitution de musées de site et la "muséalisation" de certains espaces publics.
- Les politiques de conservation doivent être intégrées dans la gestion muséale et les directeurs, conservateurs, et leurs équipes (médiation, etc.) doivent être formés.

Axe 3 : Stratégie globale d'interprétation, valorisation et protection.

Sous l'égide de l'UNESCO, une conférence « Culture et Patrimoine » pourrait être développée au Pakistan, réunissant des acteurs publics et privés du patrimoine pakistanais. Il s'agirait d'une **réunion restreinte** visant à échanger entre acteurs gouvernementaux et patrimoniaux sur les besoins et les moyens à disposition :

- **Impulser les échanges provinciaux** en termes de connaissances et de capital humain afin de renforcer les capacités locales et contribuer au transfert de compétences. Le travail sur le terrain de la MAFBI est un cas type, car il intègre dans ses activités des jeunes professionnels venant des différentes régions et secteurs du pays.
- **Encourager les échanges de personnel pour mutualiser les formations et les expériences partagées en lien avec la gestion muséale ou patrimoniale.** Dans un contexte idéal, il serait souhaitable que des acteurs du patrimoine pakistanais puissent visiter certains musées de site et des musées de taille modeste en France. Bien que certains musées soient mondialement représentatifs de l'excellence française, leur appareil et leur puissance ne sont pas forcément une réponse proportionnée aux réalités locales. Le territoire français et européen regorge d'un réseau muséal en lien avec le territoire et la communauté. Le centre archéologique européen de Bibracte (58) est un exemple, mais il en existe d'autres qui peuvent inspirer des activités de professionnalisation pour des **étudiants et des jeunes professionnels pakistanais**. À travers nos réseaux (MAFBI, CNRS, EPHE), nous avons par exemple mis en place des actions de formation incluant des stages au MNHN, à l'INP ou sur le site archéologique de Tautavel.
- Il faut **identifier l'infrastructure disponible**, y compris dans d'autres domaines scientifiques, pouvant servir à la **conservation du patrimoine**. La gestion du patrimoine pakistanais a besoin de construire son caractère interdisciplinaire. Les opérateurs des projets patrimoniaux au Pakistan sont souvent issus de structures privées comme le IAC ou le NCA, forts en connaissances architecturales, mais sans formation en archéologie ou en conservation. Au contraire, des institutions formant des archéologues tentent d'adopter une approche au-delà de l'objet. Certaines initiatives restent exclusives. Ainsi, le centre pour la préservation du Gandhara, développé par la Korea Foundation au DOAM Islamabad, pourrait devenir un centre de formation en documentation patrimoniale, tout comme le très récent laboratoire d'archéométrie de l'Université Hazara à Mansehra pourrait implémenter un volet de conservation avec l'appui d'institutions françaises comme l'INP ou le C2RMF.
- Le développement d'un système de **gestion et protection du patrimoine** peut être implémenté avec le soutien des services régionaux d'archéologie (SRA) français ou de la TGIR HumaNum. Il est essentiel d'opérer un transfert de compétences, tout en initiant un développement des infrastructures nécessaires à la mise en pratique des connaissances sur le terrain. Le site de Mohenjo-daro a besoin que soit

implémenté un SIG permettant le suivi des dommages et des actions de conservation en temps réel afin d'optimiser les efforts sur les besoins urgents et de permettre une surveillance continue pour réduire les risques ou limiter leur impact. Sur le même site, Il faut identifier les zones ou les architectures exposées ont besoin de renforcements structurels invasifs et accompagner leur réalisation par des interventions **d'archéologie préventive**

- Au niveau réglementaire, des **accords-cadres** pour la coopération culturelle existent entre la France et le Pakistan (au niveau fédéral), mais il faudrait les renforcer au niveau provincial afin d'égaliser la mise en œuvre des actions de coopération. Des chercheurs et d'autres spécialistes français déployés sur la région Asie centrale et Asie du Sud font partie des structures en France ou à l'international reliant des organismes de tutelles différentes et variées. Leur connaissance des problématiques de terrain peut constituer un vecteur de communication permettant de mieux identifier les spécialistes français pouvant agir pour des actions ciblées en faveur du patrimoine pakistanais.
- Les actions de formation en France métropolitaine peuvent s'avérer coûteuses ; il faudrait alors les optimiser. Cependant, d'un point de vue géographique, le Pakistan peut bénéficier de la proximité avec les Émirats Arabes Unis ou de structures comme l'Université Paris-Sorbonne-Abu Dhabi (PSUAD), qui peuvent être des relais de formation. De même, le dispositif des missions archéologiques peut permettre la formation sur le terrain (au Pakistan et en Asie centrale) d'étudiants et de jeunes professionnels pakistanais. La MAFBI accueille déjà plus d'une trentaine d'étudiants et de jeunes professionnels. Des chercheurs pakistanais ont participé à des fouilles internationales au Népal. Des institutions pakistanaises participent à des actions menées par l'International Institute for Central Asian Studies (ICAS) à Samarcande où pas moins de 3 projets de coopération française en archéologie existent actuellement et sont en mesure de proposer des actions de formation alliant des partenaires français (Louvre, CNRS) et internationaux.

Axe 4 : Contribuer à la gestion du patrimoine, la surveillance et la réduction des risques. Missions de conseil auprès des autorités locales.

Le travail de médiation est fondamental afin de sensibiliser l'ensemble des acteurs concernés, ce qui dépasse le périmètre traditionnel des Directeurs de l'Archéologie. Le renfort des capacités passe aussi par l'action effective sur le terrain, en accord avec les administrateurs et les forces de sécurité, les autorités de développement de l'infrastructure publique et des ONG se revendiquant comme médiateurs du patrimoine.

Les **inondations** de l'été 2022 montrent, dans le cas de Mohenjo-daro, qu'il est impossible de limiter les dégâts d'une catastrophe climatique s'il n'y a pas de concertation entre les politiques d'aménagement du territoire et les responsables de l'archéologie et du patrimoine. Au Sindh et au Pendjab, l'irrigation pour l'agriculture est faite essentiellement par inondation. Repenser cette stratégie, c'est se confronter au sujet complexe de la propriété des terres et des droits sur l'eau, un sujet qui est déjà au centre des préoccupations des différentes provinces. Il faudrait alors accompagner des initiatives de réponse rapide au niveau local, tout en cherchant à encourager des dialogues provinciaux et fédéraux pour établir une stratégie nationale où le patrimoine a sa place dans la préservation et la gestion des ressources environnementales.

Dans le nord du pays, l'accélération de la **fonte des glaciers** qui accroît les inondations offre des nouveaux territoires, où de nouveaux sites archéologiques sont en train d'apparaître, sans qu'il y ait de politique de gestion associée. Leur surveillance par télédétection et apprentissage machine était l'objectif derrière un partenariat Hubert-Curien entre la MAFBI et la Lahore University of Management Sciences (LUMS) établi en 2020. Cette initiative alliant des algorithmes développés au Pakistan et l'expertise française en archéologie et télédétection a malheureusement été étouffée dans l'œuf en raison de la pandémie. Mais les bases sont là pour une approche multi-scalaire allant de la **surveillance des sites** archéologiques au suivi du trafic d'antiquités.

Nous avons ainsi, à quelques reprises, constaté que le Pakistan joue un rôle-pivotal dans le **trafic des antiquités** reliant des réseaux européens et d'Asie du Sud. La ville de Peshawar est une place fondamentale pour les antiquités venues de l'Afghanistan et les ports ou aéroports de Karachi et Islamabad ne peuvent pas être négligés. Il faut donc mettre en place des actions de sensibilisation et de formation à l'intention des services douaniers pakistanais (FIA) ou des actions françaises, qui existent déjà en lien avec la gestion des flux migratoires. La Gendarmerie Nationale et l'INRAP ont aussi une expertise qui peut être exportée au Pakistan. Lors de notre dernière mission de terrain en mai-juin 2022, nous avons fait le constat de certains aspects liés au trafic d'antiquités en identifiant des points de relais avec l'Asie du Sud-Est, tout en relevant le rôle fondamental que des universités du nord du Pakistan (Peshawar, Hazara, Quaid-e-Azam) continuent à jouer dans la formation et l'accueil des étudiants ou jeunes professionnels de **l'Archéologie afghane**. Ainsi, M. Noor Agha Noori, ancien directeur de l'archéologie afghane actuellement réfugié en Allemagne, est un ancien élève de l'Université Hazara, et l'actuel gestionnaire à Kaboul fut formé en archéologie à la QAU, Islamabad.

Dans le cadre de la MAFBI, nous avons mené, depuis 2015, des **actions de formation** diverses et variées, en France et au Pakistan. Au Pakistan, des conférences sur l'archéologie et le patrimoine sont régulièrement données, en mettant à profit des manifestations locales, de nos partenaires universitaires et du réseau des Alliances Françaises. Nous avons aussi improvisé des interventions pour répondre aux sollicitations de dernière minute de nos partenaires, sous forme de conférences universitaires ou pour le grand public, ou de réunion d'affaires, dès que l'on est invités par des représentants du gouvernement.

Le Pakistan – souvent absent d'autres forums sur la réduction des risques liés au changement climatique et à d'autres initiatives "vertes" où le pays voisin (Inde) joue un rôle prépondérant ces dernières années –, a beaucoup à gagner en comptant sur l'expertise française pour un accompagnement dans la construction de son système de gestion du patrimoine. L'IGN et le CNRS, l'IRD ou le BRGM, sont autant d'institutions confirmées comme des pôles d'expertise pouvant être déployées sur le terrain ou en distanciel.

D'un point de vue environnemental, ce travail ne peut être réalisé sans prendre en compte le Bassin de l'Indus, dont sa gestion en amont (Gilgit-Baltistan et KP) affecte directement l'ensemble du pays. Tout au long de son cours, la reforestation de ses berges aurait aussi un rôle à jouer pour la réduction des dommages liés aux inondations.

Axe 5 : Conseiller les autorités sur l'actualisation de l'inventaire des sites naturels et culturels. Perspectives d'inscription au Patrimoine Mondial

L'actualisation d'un inventaire passe d'abord par le bilan des informations existantes. Plusieurs initiatives cartographiant les ressources patrimoniales et naturelles ont été réalisées et d'autres ont surgi suite aux inondations de l'été 2022, le tout sans concertation. Il serait utile d'implémenter aujourd'hui des principes liés à l'Open Data (FAIR, par exemple en s'inspirant du programme européen Horizon), mais il faut d'abord développer une infrastructure de base au Pakistan. Les éléments nécessaires existent, mais ils ne sont pas mis à disposition de l'archéologie, que ce soit en raison d'un verrouillage disciplinaire ou sécuritaire ; il faudrait négocier. De même, plusieurs initiatives internationales existent pour inventorier le patrimoine de l'Asie du Sud : il faut inciter ses différents acteurs à partager leurs données en favorisant l'interopérabilité et en évitant la divulgation des nouvelles découvertes afin de réduire les **risques de pillage**.

D'autres sites du Pakistan sont inscrits sur la liste indicative du Patrimoine Mondial, mais nécessitent un accompagnement pour respecter le cahier de charges.

Sur le site de Mehrgarh, les crues de la rivière Bolan sont l'un des facteurs empêchant la muséalisation du site, mais il y en a aussi d'autres. Un cas plus accessible est le site de Banbhore dans le delta de l'Indus dont la préservation doit aussi prendre en compte la préservation naturelle du delta même.

Les systèmes traditionnels de gestion de l'eau, karez au Balochistan ou terrasses cultivées dans le nord du pays (Kohistan, Haut-Indus) sont des infrastructures qu'il faut restaurer ou préserver. Mais, derrière leur matérialité, il y a aussi un ensemble de connaissances qui leur sont associées. L'expertise française est illustrée par une professionnalisation historique des métiers considérés ailleurs comme de l'artisanat et le Pakistan peut bénéficier de ses connaissances et acquis. L'architecture en pierre sèche et bois, qui est née comme réponse adaptée et résiliente à la sismicité des Himalayas, est confrontée à des problèmes de préservation, y compris du savoir-faire, car il n'y pas eu de transmission générationnelle et l'enseignement supérieur traditionnel les a relégués à l'état de curiosité touristique et ethnologique. Il est certain qu'il y a des exemples de préservation exceptionnelle dans la vallée du Hunza (Altit, Baltit), mais il faut démocratiser ces connaissances et leur redonner de l'attractivité.

Le Pakistan dispose ainsi d'un **patrimoine tangible et intangible** qui peut être préservé, mais dont la gestion doit être assurée par les organisations locales, en réduisant la dépendance aux interventions externes.

Il serait également temps d'initier au Pakistan une sensibilisation au sujet du développement urbain dans le cadre du Réseau des Villes Créatives (RVCU), peut-être en misant sur une concurrence positive avec le voisin indien.

Axe 6 : Analyses des besoins et réalisation des demandes auprès du Fonds du Patrimoine Mondial

L'établissement d'un système de suivi des interventions sur les sites pakistanais inscrits au Patrimoine mondial peut être considéré comme un critère de base pour de possibles dossiers à venir. De même, il faudrait en amont viser la concertation entre les autorités fédérales et provinciales pour la constitution du dossier.

Au vu des inondations actuelles, exceptionnelles, mais qui pourraient devenir une constante au Pakistan, l'UNESCO a débloqué un fond de 350 000 USD pour venir en aide à des sites classés au Patrimoine Mondial. La mise en place des projets et le suivi de l'utilisation des fonds restera néanmoins un sujet complexe tant que l'administration elle-même fonctionnera de façon complexe. Il faudrait ainsi inciter à la transparence et détailler dans les dossiers de demande le flux de travail en listant l'ensemble des opérateurs publics ou privés impliqués.

Ces dossiers, en accord avec l'article 21 de la Convention du Patrimoine Mondial, doivent être examinés par des experts. Il devient souhaitable, pour le bureau, de surveiller et de conseiller sur les possibles conflits d'intérêts.

Il faudrait également veiller au relais d'information et accompagner les interlocuteurs locaux et internationaux avant la constitution du dossier concerné.

Axe 7 : Proposer des initiatives et montages de projet

L'approche doit être multi-scalaire et participative. L'UNESCO veille à l'inclusion, et le patrimoine est un vecteur de développement des communautés locales. Il faut moissonner des initiatives visant à inclure les communautés dans la gestion de leur patrimoine et renforcer les politiques gouvernementales dans ce sens. Des initiatives suivant ces critères seront proposées avec une optique globale en favorisant les structures existantes et en les renforçant.

LA VISION DU POSTE ET ENJEUX LIÉS

Le rôle de l'ETI est à mon sens celui de se positionner en tant que médiateur pour le développement des axes décrits ci-dessus, en veillant à une bonne communication avec son supérieur au Bureau local de l'UNESCO et à l'Ambassade de France à Islamabad. L'ETI doit identifier les interlocuteurs nécessaires pour le développement des objectifs établis. Il doit faire le lien entre le directeur du bureau et les bons interlocuteurs locaux. Il faudrait aussi qu'il soit en mesure d'anticiper des points de conflit entre les différents acteurs pour prévoir des stratégies d'amortissement en amont ou trouver des voies de négociation pendant la planification ou le développement d'un projet. Il est en effet indispensable de s'adapter aux circonstances locales qui peuvent rapidement évoluer en fonction des circonstances politiques ou sécuritaires, mais aussi climatiques. Pour y répondre, l'ETI doit aussi pouvoir identifier les ressources humaines disponibles sur place et à l'international, en privilégiant l'expertise française puis européenne, le tout en optimisant les éventuels coûts opérationnels.

Les réalités du terrain peuvent conduire à des modifications. Les objectifs doivent alors, dès le départ, être établis clairement en s'assurant que la réponse des acteurs locaux sera proportionnelle, et tout en gardant des alternatives si le compromis acquis n'est pas contraignant.

Au Pakistan, sécuriser le Patrimoine est l'un des enjeux majeurs, non seulement pour la préservation de l'environnement, mais aussi pour la stabilité régionale, là où la France est vouée à jouer un rôle majeur en accord avec sa stratégie pour la région Indopacifique. En ce sens, la soixantaine de coopérations en archéologie et patrimoine font de l'expertise française un pilier fort de sa diplomatie d'influence.

Carrefour historique de civilisations, le Pakistan occupe aujourd'hui une place centrale dans la stratégie sino-américaine pour l'Indopacifique et ces stratégies se font en concurrence directe avec les intérêts français dans la région (cf. *La stratégie de la France dans l'Indopacifique*, MEAE, février 2022). Lors de la dernière AG de l'ONU, le gouvernement français a promis de contribuer à la reconstruction du Pakistan après la catastrophe climatique et le patrimoine est un moyen utile pour ce faire. Avec plus de 7000 glaciers sur son territoire, le Pakistan dispose d'une réserve d'eau douce fondamentale pour la planète. Dans des conditions idéales, ces réserves et la mousson permettent de soutenir l'un des 5 premiers producteurs mondiaux de blé, riz et coton. La lutte contre le réchauffement climatique présente au Pakistan des impacts concrets et globaux.

La préservation du patrimoine naturel et culturel est ici, plus qu'ailleurs dans les circonstances actuelles, un facteur de sécurité alimentaire et régionale. Après la catastrophe, le gouvernement pakistanais veut reconstruire un Pakistan plus vert et plus résilient face au changement climatique. Le pays peut puiser dans son patrimoine culturel tangible et intangible pour soutenir cette démarche. L'architecture semi-nomade traditionnelle du désert du Thar aurait pu venir en aide aux 33 millions de déplacés climatiques, mais la pratique de cet art n'est pas professionnalisée. De même, une restauration de certains karez ou des *gabarbands* au Balochistan peut permettre la préservation ou récupération de terres cultivables. Dès la fin de l'année 2021, le manque de denrées alimentaires avait été une source de conflits locaux au Balochistan, à laquelle se sont ajoutés les incendies dans les forêts du Loralai et la sécheresse du printemps-été 2022.

Dans le nord du pays, la déforestation des flancs de montagne et le recul des glaciers a contribué à la fragilisation des sols. La sismicité et les pluies produisent des glissements de terrain constants qui rendent difficile le quotidien des populations. Ici encore, la réalisation de terrasses sur des pentes inaccessibles à l'agriculture industrialisée est la seule réponse qui peut accompagner une éventuelle reforestation. Dans la plupart des cas, le manque de transmission des connaissances locales a conduit à une perte de savoir-faire et à une prolifération de stratégies constructives peu adaptées : les grandes crues des affluents de l'Indus qui ont précédé les inondations dans la plaine ont emporté des constructions et des vies, rappelant la tragédie du tremblement de terre de 2005. Ici aussi, le génie civil français peut apporter son expertise, se plaçant ainsi en forte concurrence avec le géant chinois, peu soutenu par les communautés locales.

Comme on peut le lire, une politique de gestion du patrimoine au Pakistan est étroitement liée aux objectifs de développement durable et à la nouvelle stratégie de reconstruction, dans laquelle la France veut se positionner comme moteur. Il ne faut pas oublier que la culture et le patrimoine offrent souvent des résultats tangibles à court terme et fort utiles à la diplomatie d'influence, comme en témoignent les programmes de développement sous le Fonds Al-Ula en Arabie Saoudite ou le Fonds Aliph pour le patrimoine en danger.

L'apport de l'expertise française peut sans doute offrir un retour sur l'investissement en termes de nouveaux partenariats stratégiques, crédits AFD et investissements directs au Pakistan (IDE).

David Sarmiento Castillo
28 Septembre 2022